

**Allocution du P. René Chamussy s.j.
Recteur de l'Université Saint-Joseph, Beyrouth**

Les Étudiants

**à l'occasion de la fête patronale de l'Université Saint-Joseph
le 20 mars 2006**

**Campus des sciences et
technologies, Mar Roukos**

Messieurs les Recteurs des Universités du Liban,
Messieurs les Présidents d'Ordres et d'Associations
Professionnelles,
Mesdames et Messieurs les Enseignants,
Mesdames et Messieurs les Représentants du Personnel
des services généraux,
Mesdames et Messieurs les Délégués des Étudiants,
Mesdames et Messieurs les Présidents des Associations
d'Anciens,
Chers Amis

Il est étrange, à considérer la vaste littérature consacrée au phénomène universitaire, de voir le peu de place consacrée à l'étudiant comme acteur principal de la communauté universitaire. Il va de soi cependant que nous avons là le groupe le plus important par rapport à tous ceux que compte notre université : ils étaient 9123 en 2004-2005

dont 8498 se retrouvaient comme étudiants réguliers, alors que les autres acteurs de l'USJ se répartissaient comme suit : 1645 enseignants vacataires, 331 enseignants cadrés, 456 membres du Personnel des services généraux. Ils se retrouvent plus de 10.000 à l'ouverture du second semestre de l'année universitaire 2005-2006. Inexorablement, l'Université croît et se développe. Et voici donc atteint le chiffre fatidique des 10.000 étudiants. Un signe de bonne santé, à coup sûr, dans la mesure où, par delà la multiplication des centres universitaires d'enseignement supérieur au Liban, nous continuons dans la voie ascendante qui est la nôtre depuis quelques années. Un appel à assumer de plus lourdes responsabilités aussi dans la mesure où nous avons proclamé, en choisissant pour toute l'Université le système européen de crédits, que l'étudiant devait être au cœur de nos préoccupations.

Aussi bien avons-nous pensé qu'après avoir réfléchi, il y a deux ans, sur le statut de l'enseignant-chercheur à l'Université, il serait bon de nous pencher cette année sur ces données nouvelles et de mettre à plat tous les éléments dont nous pouvons disposer en ce domaine. Il ne s'agit pas seulement, même si cela est essentiel, de nous interroger sur les finalités de notre enseignement qui ne peut, comme le souligne l'article 26 de la Déclaration des Droits de l'Homme, que nous conduire à travailler à l'Université au « plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement des droits de l'homme et des libertés fonda-

mentales », tout aussi bien que nous pousser à favoriser « la compréhension, la tolérance et l'amitié » entre tous et chacun. Il s'agit plus spécifiquement de nous confronter aux conditions concrètes d'élaboration d'un tel programme. L'Université a toujours été considérée comme le haut lieu de dispensation du savoir, et elle le reste, certes, mais elle ne peut faire l'impasse aujourd'hui sur les modalités d'appropriation de ce savoir par la population étudiante de même que sur sa façon d'exister et se lancer dans la société telle qu'elle est, il s'agit là d'un problème de qualité pour notre Université ; il s'agit là de cette excellence que nous avons à construire tous ensemble.

*

« L'Université Saint-Joseph n'accepte pas d'être au service exclusif d'une classe sociale ou d'une communauté ethnique ; c'est pourquoi elle attache une spéciale importance à la diversification du recrutement de ses enseignants et de ses étudiants ». Ce passage de l'article 6 de notre Charte est important. Il marque en effet la volonté de nos prédécesseurs de ne pas enfermer notre population étudiante dans un modèle par trop standardisé. Il nous engage aujourd'hui encore alors que, par le biais d'incitations de types divers, nous avons à veiller à la composition de cette population. En fait, il ne faut pas le cacher, nous disposons de peu d'éléments qui nous permettent de cerner avec pré-

cision le visage de notre corps étudiantin. Nous savons qu'il est en croissance permanente, nous savons qu'il se féminise (62% l'an dernier), nous constatons qu'il s'ouvre à la communauté musulmane (30%), nous prenons acte enfin de son enracinement à Beyrouth (87%) même si les centres universitaires régionaux s'affirment toujours davantage. De science sûre, nous n'en savons guère plus actuellement. Il est toutefois possible d'en dire davantage en raison des réalités qui s'imposent à tous nos étudiants.

Notre Université est une université privée et qui en tant que telle ne vit que des scolarités versées par ses étudiants ; elle est francophone et en tant que telle elle impose à ses étudiants un test d'entrée en langue française ; elle est libanaise et s'est vouée dès son origine à l'accueil prioritaire d'étudiants de nationalité libanaise ; elle est enfin d'inspiration chrétienne, son nom même le signifie qui pourrait marquer une spécificité insurmontable. Il y a là quatre traits de notre Université, quatre signes qui pourraient donner à penser à des observateurs peu attentifs que notre corps étudiantin se doit de relever d'un groupe social précis aux marques définies. La réalité est en fait moins tranchée.

D'abord et pour reprendre ici, à l'envers, les quatre points que nous avons soulignés, si notre Université, conformément à l'article 4 de sa charte, « assume sa tâche d'enseignement et de recherche dans la perspective chrétienne qui fut la sienne dès sa fondation » et si, dans la

même perspective, elle veille à offrir aux étudiants un service de pastorale universitaire adéquat, elle tient, tout aussi bien, à se rendre accueillante vis-à-vis de tous ceux qui sont enracinés dans d'autres traditions spirituelles et religieuses. Nous évoquons plus haut les 30% de musulmans inscrits à l'Université, une proportion qui est d'ailleurs en progression constante ; il nous faut rappeler tout aussi bien que, dans le cadre de sa Faculté de sciences religieuses, l'Université veille à offrir à tous un enseignement comparé des religions qui devrait permettre à chacun de se retrouver et de mieux se situer dans l'ensemble diversifié des traditions que l'on peut rencontrer au Liban ou au-delà. C'est en ce sens que des structures comme l'Institut d'études islamo-chrétiennes ou le Centre interculturel euro-libanais nous paraissent avoir toute leur importance à côté de la prestigieuse Chaire d'anthropologie interculturelle. L'Université se veut ouverte à tous et en fait, elle l'est, de même qu'elle est et doit être prioritairement préoccupée par tous les problèmes qui relèvent de l'interculturel.

En ce qui concerne le caractère international de notre Université, il faut reconnaître que si cette dimension ne cesse de s'affermir au niveau général au point que l'on a pu noter le rôle de plaque tournante que nous pourrions devenir entre Orient et Occident, les retombées concrètes sur la composition de notre ensemble étudiantin ne sont pas encore à la mesure de nos espérances : 6% seulement

de nos étudiants sont des non-Libanais. Une double raison peut être à la source d'une telle situation. Il y a d'abord le fait que nous sommes une université privée qui vit de ses scolarités alors que nos collègues occidentaux ou francophones relèvent le plus souvent du secteur public. Dès lors, toute mobilité qui se produirait hors du cadre de la parité, cadre reconnu par les conventions, implique un financement difficile à trouver. Par ailleurs, le caractère francophone de notre Université paralyse certains de ceux – surtout dans le monde arabe – qui souhaiteraient pouvoir venir chez nous. Il y a là toute une politique à mettre en place qui pourrait nous conduire à envisager des filières de formations qui, parallèlement à celles déjà mises en place en langue française, offriraient des possibilités linguistiques plus ouvertes sur l'arabe et l'anglais, alors que des délocalisations d'unités de formation spécifiques sont d'ores et déjà envisagées.

Ce problème de la francophonie considérée comme une contrainte dans la région où nous sommes insérés, aussi bien que par rapport à notre souci d'ouverture au monde américain et extrême asiatique, doit en fait être considéré dans toutes ses dimensions. L'Université est une Université francophone et le demeurera. C'est dans cette perspective que tous les étudiants qui souhaitent s'inscrire à l'Université Saint-Joseph, à l'exception de l'Institut de lettres orientales et de l'Institut d'études islamo-chrétiennes, doivent passer un test de français. En 2005, 3719

étudiants ont réussi ce test alors que 5567 candidats s'étaient présentés à cette épreuve. Il y a donc eu 66.80% de réussite, ce qui ne change guère des années précédentes. Cette épreuve est justifiée dans la mesure où nous assurons une grande partie de nos cours en français. Mais si ce test est pour nous l'épreuve symbolique qui marque notre francophonie et spécifie donc l'image de notre corps étudiantin, si ce test rappelle à l'évidence que la majorité de nos enseignements sont en langue française, il n'en reste pas moins que notre Université est aussi enracinée dans le bi-culturalisme et le multilinguisme, ce qui doit donner à cette même francophonie une couleur particulière ; d'aucuns l'ont qualifiée de « francophonie désenclavée » : nous avons à l'affermir, à travailler avec tant d'autres à son expansion ; mais nous avons à l'enrichir grâce au bi-culturalisme, grâce aussi au multilinguisme. Bi-culturalisme ? Réunie autour du Vice-Recteur aux études arabes et islamiques, une commission s'efforce de suggérer les mesures qui devraient donner plus de visibilité au volet arabe de nos enseignements ; des opérations ponctuelles concernant certaines unités de formations où l'enseignement en arabe pourrait être majoritaire devraient être envisageables. Multilinguisme ? On peut certes apprendre l'italien, l'espagnol, l'allemand ou même le japonais à l'USJ, mais tous les étudiants, pour obtenir leur diplôme, se doivent d'avoir obtenu le visa octroyé par l'Université de Georgetown et il va de soi que là aussi des

enseignements vont pouvoir être octroyés en langue anglaise. C'est en fonction de ces prémices, nous l'avons dit, que des ouvertures pourront être faites en direction de populations estudiantines qui ne seraient pas franco-phones de formation première.

Reste alors à reconnaître la dernière contrainte qui pèse sur nos étudiants. Nous le savons tous : notre Université vit de ses scolarités et nous ne bénéficions d'aucun subside de la part de l'Etat. Certes, il advient que certaines fondations aident nos étudiants, mais il ne s'agira – au 2^{ème} semestre de l'année 2004-2005 – que de 254 étudiants. Notre service social s'investit davantage en ce domaine : pour la même période, ce sont 1666 étudiants qui ont pu bénéficier de *prêts sans intérêts* et 335 qui ont pu bénéficier de *bourses* ; il s'agit, dans ce dernier cas, d'étudiants ayant de grandes difficultés ou des charges familiales à assumer. A cela peuvent se rajouter les *bourses d'excellence* destinées aux nouveaux-venus ayant terminé dans l'excellence leurs études secondaires, les *bourses de mérite* accordées par chaque institution aux étudiants les plus brillants, les *bourses destinées aux étrangers* qu'une commission accorde après étude des dossiers et les *bourses accordées par l'Agence universitaire de la francophonie* que l'Université se doit d'ailleurs de compléter. Ces apports multiples permettent, certes, d'amortir le choc qui pourrait frapper le budget de familles aux revenus réduits. Il n'en reste pas moins que les exigences dues aux

paiements des bourses sont réelles. Certes, il ne semble pas que, compte tenu de ce que nous sommes, ces bourses puissent être jugées excessives : nous avons refusé la re-structuration radicale qui nous fut proposée et nous veillons à ce que les augmentations annuelles que la hausse du coût de la vie ou tel ou tel autre impondérable – hausse des salaires de telle ou telle catégorie, nouvelles embauches – imposent soient les plus modestes possibles, il n'en reste pas moins que nous ciblons une classe sociale spécifique qui peut être moyennement aisée, qui peut être à la limite de la pauvreté, mais qui dispose malgré tout de quelques moyens. C'est là la dernière marque qui spécifierait notre corps étudiantin.

Les différents éléments que nous venons d'énumérer ne devraient pas nous conduire à figer l'image du corps étudiantin de l'USJ. Il y a une réalité que certains paramètres imposent, il y a des ouvertures et des évolutions. L'important est de comprendre que c'est cet ensemble qu'il nous faut assumer. Car, par delà leurs spécificités, nos étudiants sont, comme tant d'autres du monde entier, des étudiants : ils ont leurs exigences, leurs droits, leurs devoirs. C'est tout cela qu'il faut maintenant examiner.

* * *

*

Si je voulais être honnête et décliner sagement tous les problèmes de la vie des étudiants tels qu'ils sont ordinaire-

ment perçus, je pourrais me plonger dans les multiples textes ébauchés au titre de classiques chartes de la vie étudiante. Je découvrirai qu'il faut alors s'interroger sur les cinq piliers qui permettent à un étudiant d'être ce qu'il doit être : formation, information, participation, services, qualité de vie. Une telle approche permet certes de couvrir tous les problèmes des étudiants, elle ne permet guère de saisir le vécu des étudiants tel que de rares enquêtes sur des populations estudiantines éloignées nous permettent de le saisir, tel que notre expérience aussi nous conduit à le formuler. Car l'étudiant, du jour même de son inscription jusqu'au jour de la réception du diplôme terminal, vit une histoire : projeté dans un monde nouveau, il se doit de vivre dans l'interaction avec ses enseignants et son administration des problèmes inédits, il se doit d'affronter des situations nouvelles, il se doit d'inventer un mode de vie original ; il se doit de passer ce temps, ce provisoire – on ne reste pas étudiant toute sa vie – dans la perspective d'un avenir aux couleurs souvent mal définies. C'est cette histoire qu'il nous revient maintenant d'ausculter. C'est cette trajectoire qu'il nous revient d'interroger. Nous en sommes aussi responsables.

Il y a donc au début de cette histoire ce collégien qui devient étudiant. Il ne s'appartient guère alors et nous en sommes responsables. A nous de l'accueillir, de l'initier à cette machinerie qu'est l'Université : des lieux, des locaux, des parcours, des démarches, des sanctuaires à découvrir –

la bibliothèque, la salle d'informatique etc. – des règlements et modes de conduite à assimiler, des personnes à rencontrer, des engagements à prendre en tel ou tel groupe ou club. Nous avons tous vécu ces premiers temps de sentiments mêlés, ces temps où au bonheur de la découverte d'un monde nouveau peut se mêler de l'incertitude et du désarroi. C'est en fait en ces temps premiers qu'il importe pour chacun d'entre nous d'être présents à ce nouvel étudiant. Tuteurs, il nous faut savoir confirmer une orientation et soutenir les premiers temps de l'apprentissage ; enseignants, il nous faut accompagner ces jeunes qui découvrent des matières nouvelles et qui ont à s'initier à des procédures encore inconnues ; administrateurs, membres du personnel de l'Université, il nous faut veiller à ce que dans ce corps social où sont venues se greffer de nouvelles pousses, tout communique pour le mieux et que peu à peu les jeunes étudiants, avec l'aide de leurs pairs et de tous les autres, découvrent tout ce qui va leur permettre de trouver enfin leur place dans l'ensemble qui s'offre à eux. Parler de l'étudiant en ces premiers débuts, c'est parler en fait de nous, de l'écoute qui doit être la nôtre, de l'attention que vous devrions porter à ceux qui pourraient paraître les plus solitaires et les plus perdus.

Mais ces temps premiers passent vite. Il revient alors à l'étudiant de saisir – et nous tous aussi à l'Université devons le comprendre – que la responsabilité des problèmes qui se posent est une responsabilité partagée. Il

importe de souligner, d'entrée de jeu, ce premier aspect des choses. La charte de l'Université nous le dit en son article 7 : « la participation est une nécessité non seulement pour le climat de l'Université, mais pour le type de société qu'elle entend promouvoir ». Et le texte continue : « les enseignants participent à la gestion de l'Université ; les étudiants participent à l'élaboration de leurs programmes d'études ; les chercheurs participent à la création des équipes de recherche et à la définition de leurs projets ; les employés participent à l'organisation de leur condition de travail ». Tenons-nous en aujourd'hui au monde des étudiants ; les statuts de l'Université indiquent à l'article 31 : « le mode de participation des étudiants à l'organisation de leurs études et, plus généralement, à la vie universitaire est précisé dans les statuts de chaque institution ». Il n'est pas évident que cette incitation des textes fondateurs de l'Université à la participation des étudiants à l'élaboration de leurs programmes, à l'organisation de leurs études ou à la vie universitaire ait été pleinement assumée par chacune des institutions. Il est sûr cependant qu'en tous ces domaines des réalités existent qui devraient permettre aux étudiants de s'exprimer : élections de délégués ainsi que d'amicales ; réunions formelles ou informelles avec les responsables de chaque institution. Si peu d'institutions inscrivent dans les statuts la présence de représentants estudiantins en leur conseil, des rencontres peuvent toujours avoir lieu et ont lieu entre les dif-

férents partenaires. C'est ainsi qu'au niveau du Rectorat, des réunions quasi-mensuelles regroupent les responsables d'amicales avec les responsables du Rectorat, les membres du Conseil restreint, ainsi que les administrateurs de campus. Ce n'est qu'un exemple, mais il est significatif du climat qui peut régner en notre Université.

Le problème de la participation des étudiants à la vie de l'Université est en fait un problème qui peut être réfléchi et posé à bien des niveaux. Les enquêtes réalisées ici ou là, tout aussi bien que l'expérience, nous indiquent que les questions et objurgations le plus souvent entendues concernent les règlements des études, les problèmes pédagogiques, l'orientation des programmes. Et il ne s'agit là que de ce qui concerne les études à proprement parler. Il y a ensuite à écouter tout ce qui peut être dit sur la vie des étudiants en leur campus, avant de nous interroger sur les armes réelles que ces mêmes étudiants sont à même d'acquérir en vue de leur avenir et de leur engagement dans la vie active et la construction de leur pays.

*

Il est donc entendu que les étudiants ont leur mot à dire sur leurs études. A les entendre parfois, leurs problèmes premiers seraient tout à fait terre à terre : le problème des présences-absences aux cours, le problème de la surcharge avec des travaux personnels mal calibrés, le problème de

l'organisation des examens... Problèmes universels de tous les étudiants du monde, problèmes qui renvoient en fait tout aussi bien à l'inévitable cadre de vie qui accompagne tous ceux qui ont souhaité s'adonner à de telles études qu'à l'exigence qui pèse sur nous enseignants d'adopter des démarches pédagogiques qui soient attrayantes, de donner des cours à l'ossature toujours renouvelée. C'est dans cette perspective que les évaluations des enseignements doivent être comprises. Nous le disions déjà l'an dernier en parlant des enseignants : progresser vers l'excellence – un but jamais atteint –, c'est accepter de s'adonner à ce travail constant sur soi-même, sur la matière de l'enseignement, sur tout ce qu'il y a à faire passer dans un cours. Nous le dirons encore cette année en nous situant du point de vue de l'étudiant : acquérir une formation, c'est tout à la fois accepter fatalement des contraintes de présence et de contrôle, mais c'est aussi entrer en interaction avec l'enseignant pour que de cette rencontre surgisse du nouveau, de l'assumé, du « mieux » en somme.

Il est clair en fait que le problème des études ne concerne pas seulement les modalités concrètes de suivi d'un cours, ou de soumission à tel ou tel contrôle, mais surtout peut-être le programme en sa globalité tel qu'il se présente à celui qui veut acquérir tel ou tel diplôme. Cette relation des étudiants aux programmes ne va en fait pas de soi. On voit mal ce que de jeunes étudiants pourraient dire

des programmes qu'ils découvrent. Mais avec les années, les étudiants prennent en charge leur formation et il serait léger d'estimer qu'ils n'ont pas à s'exprimer sur ce qu'ils vivent. Il est par ailleurs significatif qu'ils savent s'exprimer à ce sujet. Une enquête visant une population étudiante européenne nous donne sur ce thème des précisions intéressantes et qui montrent la difficulté de construction d'un programme. Pour les uns en effet, on peut reprocher aux programmes imposés de privilégier les compétences générales par rapport aux compétences opérationnelles, le savoir par rapport au savoir-faire. Pour d'autres au contraire, on regrette de voir certains programmes enfermer les étudiants dans les limites étroites de connaissances disciplinaires trop spécifiées au détriment d'ouvertures plus larges à l'interdisciplinaire. On comprend de telles réactions : certains redoutant de ne pas émerger de l'Université avec des aptitudes précises au travail, d'autres ne souhaitant pas se voir emprisonnés dans l'horizon étroit d'un métier qui pourrait, un jour, ne plus leur offrir de débouchés. Il est sûr que ce sont toutes ces dimensions qu'il faut saisir pour constituer un programme ; il est sûr que la prise en considération de ces paroles d'étudiants ne peut qu'être positive.

Cette participation des étudiants à l'œuvre pédagogique tout autant qu'à l'élaboration des programmes par l'évaluation des enseignements ainsi que par des réunions plus ciblées doit donc se réaliser. Mais le rôle des étudiants en

tant que groupe ou par le biais de leurs représentants ne peut s'arrêter là. Il doit même apparaître avec plus de force en tout ce qui concerne ce que l'on appelle « la vie étudiante ». Il s'agit là en effet de tout un ensemble qui permet aux étudiants non seulement de travailler, mais aussi d'exister pleinement. Cela suppose, bien sûr, un environnement matériel adéquat, cela suppose aussi des prestations de service, des supports communicationnels, un système relationnel tel qu'en définitive les étudiants se sentent à l'aise à la fois pour exister par eux-mêmes et pour construire ensemble un corps social digne des valeurs qui sont celles de notre université.

A reprendre tous ces éléments, on peut se rendre compte que l'Université quant à elle n'est pas en reste même si des progrès sont encore à réaliser.

- L'environnement matériel ? C'est à la fin de l'an 2000 qu'un nouveau campus a pu être inauguré alors que les constructions des Centres régionaux étaient déjà achevées. Des problèmes de surpopulation existent encore en au moins deux campus de Beyrouth ; ils devraient pouvoir être surmontés dès que les locaux attenants au Pôle Technologie-Santé de la rue de Damas seront achevés : ensemble sportif, salles de classe etc. En attendant, une Résidence universitaire a ouvert ses portes cette année, alors que Berytech II prenait forme et que les services du Rectorat s'installaient en de nouveaux locaux.

- **Les services ?** On peut difficilement dénier à l'Université le souci de faire beaucoup pour le bien de ses étudiants en ce domaine. Les documents offerts à ces derniers dès le début de l'année leur permettent de repérer les possibilités multiples qui existent pour que chacun d'entre eux puisse exister sans trop de difficulté : de la Paroisse universitaire au Service de sport, du Centre universitaire de santé familiale et communautaire au Service d'aide psychologique, du Service social au Service d'orientation et au club Mosaïca d'intégration pour les étrangers, de multiples structures plus ou moins légères existent qui devraient permettre à chacun de s'y retrouver.

- **Les supports communicationnels ?** Il s'agit là, nous le savons tous, d'un problème essentiel en toute organisation, d'un problème difficile aussi car qui dit communication dit à la fois outils de communication, compétence pour les manier et savoir-faire dans la constitution de réseaux et dans la mise en relation de tous ceux qui doivent l'être. Les services de technologie de l'information comme celui de publication et de communication sont là pour aider les étudiants. Mais il ne faut pas oublier que la communication, l'écoute, l'information, c'est là tout un esprit qui doit exister en chaque institution et chez tout responsable. Vivre dans la transparence ou vivre en pratiquant la politique de la porte ouverte, ce n'est pas évident, mais c'est peut-être essentiel.

C'est parce que de tels éléments sont en place, c'est parce qu'un tel climat règne que peut alors se forger un système relationnel où les étudiants peuvent se considérer non plus comme les objets d'un « geste » universitaire réalisé par des Maîtres et des Fonctionnaires, mais comme les acteurs à part entière d'un ensemble où ils ont non seulement à étudier, mais à vivre et à façonner un groupe social qui a sa spécificité.

* * *

*

Nous en arrivons là à l'essentiel. Parler des étudiants à l'Université, ce n'est pas parler de collégiens qui ont à travailler, à recevoir un savoir, c'est parler à des jeunes qui ont à s'approprier un savoir, mais c'est aussi parler de jeunes qui créent ensemble l'espace de quelques années, du sociétal, j'entends par là qu'il y a constitution à l'Université d'un groupe social original. Cela demande de l'animation et du créatif, cela demande aussi une certaine façon de vivre la politique, cela demande enfin qu'il y ait du prospectif ; le groupe en question ne sera là que pour muter en tout autre chose.

Un campus, des campus qui vivent, sont d'abord donc des lieux de créations de toutes sortes et s'il va de soi que l'administration puisse donner un coup de pouce en ce sens ici ou là, c'est avant tout le dynamisme des étudiants, des amicales en premier lieu, qui permettra d'animer ces

lieux en telle sorte qu'ils deviennent pour la plupart des lieux de rencontre et de convivialité. Un campus mort, un campus sans animation est un mauvais signe pour toute l'Université. Il y a là comme un manque, la marque que quelque chose ne se passe pas qui devrait se passer. Il est des temps, il est des lieux où bien des choses pourraient se passer sur un campus ; que ne se manifeste plus cette créativité attendue, émanation de clubs, de groupes ou d'individus, voudrait dire qu'une interaction a échoué, que l'individualisme ambiant fige les partenaires les enfermant dans un sinistre quant-à-soi. Nous ne pensons pas qu'il en aille ainsi sur nos campus ; il n'empêche qu'il s'agit là d'un critère à ne pas négliger.

Qu'il y ait du créatif sur les campus, avons-nous dit, qu'il y ait du politique aussi. En employant ce concept, je sais que je risque de tromper mon auditoire. Il importe de bien clarifier les choses. Les espaces universitaires sont des espaces particuliers où se nouent des relations, où s'affirment des idées qui ne peuvent qu'être spécifiques. « L'Université est un lieu à part qui, en son essence, déroge aux lois habituelles du politique et de la cité » nous disaient récemment deux piliers de la Fondation pour l'innovation politique (Le Monde, 18/01/06, « Pour une Université de l'Europe » par B. Geremek et J-D. Vincent). La politique politicienne débarque ici avec des étudiants qui appartiennent ou n'appartiennent pas à tel ou tel parti ou mouvement politique reconnu dans le pays. Et cela est

tout à fait normal. Des échanges peuvent avoir lieu sur les campus entre ces différentes idéologies ou simples perspectives et orientations. Et cela est encore une fois tout à fait normal. Reste à permettre à ces diversités de vivre ensemble, de communiquer les unes avec les autres, de tenter de découvrir comment vivre avec ces différences. C'est en cela que l'on a, dans les campus, à faire du politique, à construire quelque chose, une cité à part, où chacun débarquant avec ses idées peut coexister avec les autres sans qu'il n'y ait de point d'appui partisan installé et au pouvoir. Le rôle des amicales est ici très important, très difficile aussi, dans la mesure où les membres de ces amicales sont eux-mêmes issus assez souvent du monde de la politique partisane. Leur grandeur apparaîtra dans leur capacité à gérer équitablement ces inévitables tensions, dans leur souci de faire de cet ensemble diversifié un groupe social exemplaire, capable de penser les problèmes vrais des jeunes d'aujourd'hui, du Liban tel qu'il pourrait exister enfin dans la liberté et la souveraineté.

Car il va de soi que si la communauté estudiantine de l'USJ doit exister, elle ne peut le faire qu'en étant définitivement tournée vers l'avenir. C'est là le troisième point fondamental qui me semble devoir être les marqueurs véritables de nos Campus : du créatif, du politique, du prospectif. Il va de soi que ce dernier concept mérite quelque explication. Il signifie très simplement que la communauté estudiantine qui prend forme sur les Campus est par défi-

nition une communauté tournée vers l'avenir et destinée à disparaître chaque année pour se retrouver différente. Cela ne veut pas dire qu'elle n'a pas de consistance en soi ; cela veut dire qu'elle n'existe, fugacement, qu'en fonction d'un avenir à construire tant professionnellement que politiquement. Professionnellement, il est capital que toutes les institutions de l'Université prennent en charge cette ouverture sur le monde de l'emploi et la mise en place de liens sérieux et permanents avec tous ceux qui demain emploieront nos étudiants ; il est tout aussi important de voir les étudiants se passionner pour tout ce qui pourrait les aider demain à exercer un métier dans la cité. Les problèmes qui se posent à ce niveau relèvent tout à la fois du technologique et de l'humanisme. Il faut que nos étudiants puissent demain marquer leur profession par leur qualification tout aussi bien que par les valeurs qu'ils devraient être tenus de mettre en œuvre dans ces engagements professionnels. – Politiquement, il est tout aussi capital de tout faire pour que nos étudiants puissent être des citoyens éveillés, imaginatifs et actifs, soucieux du bien commun dans la Cité tout autant que des démarches à réaliser pour que cette transformation advienne. Cela implique de l'échange, de la réflexion, de la confrontation entre étudiants, entre étudiants, anciens et enseignants. Là encore, nous nous devons de revenir sur ce que nous disions plus haut. Les Campus se doivent d'être les hauts lieux d'une formation citoyenne, mais cela signifie que l'on se situe en

décalage par rapport à la politique politicienne, aux jeux des partis, aux intérêts personnels des leaders petits et grands. Le travail sur les grandes thématiques qui tournent autour de la souveraineté du pays et de la liberté, la réflexion sur les politiques qui devraient être celles du Liban au plan de la santé, de l'économie, du développement, de la défense, de l'éducation etc. L'implication dans les ministères à l'occasion de stages ou rencontres : c'est en se jetant à corps perdu en tout ce monde que l'on se prépare à vivre une vie de citoyen engagé, celle qui devrait être le rêve de tout étudiant.

*

Nous venons de cheminer non pas tout à travers les droits et les devoirs des étudiants, mais bien plutôt à travers les situations que vit l'étudiant dans son travail et sur son campus ; nous avons pour finir évoqué les trois réalités qui, peu ou prou, devraient être à la base de toute activité estudiantine : le créatif, le politique, le prospectif. Il nous reste peut-être à clore cet exposé en tentant de spécifier quelle doit être la marque spécifique de l'étudiant de l'USJ tel que nous l'entendons.

Nous ne reviendrons certes pas sur les classiques invitations faites à tout étudiant d'être fidèle à son statut qui l'invite justement à étudier. Ce qui est peut-être tout aussi important, c'est de l'inviter à toujours déborder le cadre

parfois étriqué de ses études, par un souci permanent et très ouvert de lecture, de développement culturel incessant. Il est essentiel que les étudiants en une matière donnée aient le goût d'aller voir ailleurs ce que l'on pense, ce que l'on vit. Puissent les scientifiques aller voir ce qui se passe chez les littéraires et vice-versa ; puissent les médecins aller voir les gestionnaires et les juristes tous les autres. Les bibliothèques sont ouvertes ; des matières optionnelles existent ; les possibilités sont multiples de se retrouver en colloques et conférences. L'ouverture culturelle est essentielle en la formation de tout étudiant.

Nous ne nous attarderons pas non plus sur les exigences comportementales des étudiants qui veulent être dignes de ce nom. Quand on veut lutter contre la corruption dans le pays, autant commencer par éviter toute tricherie et toute malhonnêteté sur son propre lieu de travail. Mais ce qui compte pour nous, c'est que nos étudiants, par delà ces qualités considérées comme acquises soient surtout des « battants » qui vivent dans la solidarité leur vie étudiante tentant toujours de l'animer en créant, en débattant, en s'ouvrant sur l'avenir.

Reste alors l'essentiel : le sens que l'on peut et doit donner, nous tous ici réunis, à notre combat, à notre travail avec les étudiants, pour un Liban différent. Ce Liban des communautés et des cultures différentes, nous ne le connaissons que trop, mais nous nous devons de tout lui donner pour qu'il ne se laisse plus jamais aller dans la

déchéance et le déchirement. C'est le pape Benoît XVI qui, s'adressant aux diplomates, leur parlait en ce début d'année, des diversités de notre monde ; après avoir évoqué explicitement le Liban, il émettait alors le souhait de voir tous les responsables des peuples travailler non seulement, disait-il, pour une « coexistence tolérante », mais pour un « projet d'humanité plus haut et plus riche ». Le pape se tournait d'ailleurs vers tous les enseignants et étudiants pour qu'eux aussi prennent en charge ce projet. Ce « projet d'humanité plus haut et plus riche », à nous de le prendre en charge à notre tour, à nous de l'élaborer avec le seul souci de donner une occasion d'espérer à tous ceux qui se sont levés l'an passé dans la certitude, bien mise à mal aujourd'hui, qu'il était possible de reconstruire un Liban nouveau.